

Arrêté n° : SL/ST/2025/ 532

Occupation du domaine public,

Le mercredi 17 Décembre 2025,

**Modification de l'arrêté**

N° :SL/ST/2025/527

## ARRÊTÉ

**NOUS**, Maire de la Ville de SENLIS,

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

**VU** le Code de la Route,

**VU** la décision 155 du 27 mai 2025 portant révision sur les tarifs communaux à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2025,

**CONSIDERANT** qu'en raison de travaux de la mise en sécurité d'un appui de fenêtre avec échafaudage mobile, il est nécessaire d'autoriser l'occupation du domaine public, au droit du 51 Rue du Faubourg Saint-Martin.

## ARRÊTONS

**Article 1 :** L'autorisation d'occuper le domaine public est donnée à l'entreprise **SCI ARB**, afin d'y positionner un échafaudage, au droit du 51 Rue du Faubourg Saint-Martin, le mercredi 17 Décembre 2025.

**Article 2 :** L'entreprise est dans l'obligation de la mise en place d'une déviation de trottoir pour les piétons.

**Article 3 :** Il est rappelé que les tarifs communaux applicables pour l'utilisation du domaine public sont de 0.90€/m<sup>2</sup>/jour jusqu'au 90ème jour, de 0.70€/m<sup>2</sup>/jour jusqu'au 180ème jour, puis de 0.90€/m<sup>2</sup>/jour au-delà.

**Article 4 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

**Article 5 :** L'entreprise est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat durant le chantier.

**Article 6 :** Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :** L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerrier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
  - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
  - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- Publiée et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 01 DEC. 2025

